

Vu la Constitution ;  
Vu la Charte de la transition ;  
Vu la résolution n°001-2014/CNT du 27 novembre 2014, portant validation du mandat des membres du Conseil national de la transition ;

a délibéré en sa séance du 21 mai 2015  
et adopté la loi dont la teneur suit :

**Article 1<sup>er</sup>** : La loi organique n°20/95/ADP du 16 mai 1995 portant Composition et Fonctionnement de la Haute cour de justice et Procédure Applicable devant elle est modifiée ainsi qu'il suit :

**Article 1** : La loi organique n°20/95/ADP du 16 mai 1995 portant composition et fonctionnement de la Haute cour de justice et procédure applicable devant elle est modifiée ainsi qu'il suit :

**Article 1<sup>er</sup>** : Les dispositions de la présente loi viennent en application de celles des articles 137 à 140 de la Constitution relatives à la Haute Cour de Justice.

**Article 1** : Les dispositions de la présente loi sont prises en application de celles des articles 137 à 140 de la Constitution relatives à la Haute cour de justice.

**Article 2 :** La Haute Cour de Justice est composée de neuf (9) Juges dont :

- Six (6) Députés élus pour la durée de la législature par l'Assemblée des Députés du



L'assemblée électorale est présidée par le doyen d'âge.

L'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité absolue des membres.

Lire :

**Article 6** : La Haute cour de justice est convoquée pour la première fois par le Procureur général près la Cour de cassation afin de procéder à l'élection du Président et du Vice-président.

L'assemblée électorale est présidée par le doyen d'âge, assisté de deux scrutateurs.

L'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité absolue des membres.

Au lieu de :

**Article 13** : Le Ministère Public près la Haute Cour de Justice est exercé par le Procureur Général près la Cour suprême, ou en cas d'empêchement par un avocat général.

Lire :

**Article 13** : Le Ministère public près la Haute cour de justice est exercé par le Procureur général près la Cour de cassation, ou en cas d'empêchement par un avocat général.

Au lieu de :

**Article 14** :L'instruction est assurée par une commission composée de trois (3) membres titulaires et de deux (2) membres suppléants nommés pour cinq (5) ans par ordonnance du Président de la Cour Suprême parmi les magistrats de cette juridiction.

Les trois (3) membres titulaires et les deux (2) suppléants de la Commission d’instruction ne peuvent être nommés parmi les magistrats qui composent la Haute Cour de Justice et qui sont désignés à l’article 2 de la présente loi.

Le Président de la Commission d’instruction est nommé dans les mêmes formes parmi les membres titulaires.

Lire :

**Article 14 :** L’instruction est assurée par une commission composée de trois membres titulaires et de deux membres suppléants nommés pour cinq ans par ordonnance du Président de la Cour de cassation parmi les magistrats de cette juridiction.



Les renseignements, procès-verbaux et actes de l'enquête sont transmis sans délai au Président de l'Assemblée nationale par le Procureur général près la Cour de cassation.

**Article 15 quater** : Toute autorité constituée, tout organe de contrôle qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance d'un crime ou d'un délit mettant en cause une des personnalités justiciables de la Haute cour de justice, est tenu de transmettre au Président de l'Assemblée nationale tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs.

**Article 15 quinquies** : Le Procureur du Faso qui reçoit des plaintes et des dénonciations impliquant les personnalités visées dans la présente loi fait diligenter les enquêtes nécessaires et transmet sans délai au Procureur général près la Cour de cassation pour saisine de l'Assemblée nationale, tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs.

**Article 15 sixties** : Lorsqu’au cours d’une information ouverte dans un cabinet d’instruction, il apparaît que les faits relèvent de la compétence de la Haute cour de justice, le juge d’instruction communique sans délai le dossier de la procédure au Procureur du Faso qui le transmet au Procureur général près la Cour de cassation.

Dans le cas où des personnes non justiciables de la Haute cour de justice sont impliquées dans la même procédure, le juge d’instruction procède à la disjonction d’instance et communique sans délai le dossier de la procédure au Procureur du Faso qui procède comme il est dit à l’alinéa précédent.

Au lieu de :

## CHAPITRE I. DE LA MISE EN ACCUSATION

Lire :

## CHAPITRE I BIS. DE LA MISE EN ACCUSATION

Au lieu de :

**Article 16** : La mise en accusation est votée par l'Assemblée des Députés du Peuple conformément aux dispositions de l'article 139 de la Constitution.

Lire :



Au lieu de :

**Article 22** : Dans les cas prévus à l'article 138 de la Constitution, la Commission d'instruction rend une ordonnance de renvoi ; s'il y a preuve suffisante de l'existence des faits énoncés dans la résolution de mise en accusation, la Commission d'instruction apprécie sans être liée par la qualification donnée à ces faits.

Si l'instruction fait apparaître des faits d'un autre ordre que ceux énoncés dans la résolution de mise en accusation, la Commission ordonne la communication du dossier au Procureur Général qui en saisit sans délai le Président de l'Assemblée des Députés du Peuple.

Si l'Assemblée des Députés du Peuple n'a pas adopté dans les dix (10) jours suivant communication du Procureur Général une résolution étendant la mise en accusation, la Commission poursuit l'information sur les seuls faits dont elle est saisie.

Lire :

**Article 22** : Dans les cas prévus à l'article 138 de la Constitution, la Commission d'instruction rend une ordonnance de renvoi ; s'il y a preuve suffisante de l'existence des faits énoncés dans la résolution de mise en accusation, la Commission d'instruction apprécie sans être liée par la qualification donnée à ces faits.

Si l'instruction fait apparaître des faits d'un autre ordre que ceux énoncés dans la résolution de mise en accusation, la Commission ordonne la communication du dossier au Procureur général qui en saisit sans délai le Président de l'Assemblée nationale.

Si l'Assemblée nationale n'a pas adopté dans les dix jours suivant communication du Procureur général une résolution étendant la mise en accusation, la Commission poursuit l'information sur les seuls faits dont elle est saisie.

Au lieu de :

**Article 34** : Les règles de la contumace et de la procédure correctionnelle par défaut sont applicables devant la Haute cour de justice.

Lire :

**Article 34** : Les règles du défaut en matière criminelle et de la procédure correctionnelle par défaut sont applicables devant la Haute cour de justice.

**Article 36** : Un décret pris en Conseil des Ministres précisera les conditions de prise en charge par le budget de l'Etat des dépenses de fonctionnement de la Haute Cour de Justice.

– Lire :

**Article 36** : Le budget de la Haute cour de justice est intégré au budget de l'Assemblée nationale.

**Article 2 :** La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Ainsi fait et délibéré en séance publique  
à Ouagadougou, le 21 mai 2015.

## Le Président

**Moumina Cheriff SY**

Le Secrétaire de Séance

**Issa TIEMTORE**